

P.L.F.	2000

# N° 1805

## PROJET DE LOI DE FINANCES POUR 2000

Enregistré à la Présidence de l'Assemblée nationale le 15 septembre 1999

### ÉTATS LÉGISLATIFS ANNEXÉS

<b>États législatifs annexés</b>
<a href="#">Etat A</a> (article 36 du projet de loi) Tableau des voies et moyens applicables au budget de 2000
<a href="#">Etat B</a> (article 38 du projet de loi) Répartition, par titre et par ministère, des crédits applicables aux dépenses ordinaires des services civils (mesures nouvelles)
<a href="#">Etat C</a> (article 39 du projet de loi) Répartition, par titre et par ministère, des autorisations de programme et des crédits de paiement applicables aux dépenses en capital des services civils (mesures nouvelles)
<a href="#">Etat E</a> (article 51 du projet de loi) Tableau des taxes parafiscales dont la perception est autorisée en 2000
<a href="#">Etat F</a> (article 52 du projet de loi) Tableau des dépenses auxquelles s'appliquent des crédits évaluatifs
<a href="#">Etat G</a> (article 53 du projet de loi) Tableau des dépenses auxquelles s'appliquent des crédits provisionnels
<a href="#">Etat H</a> (article 54 du projet de loi) Tableau des dépenses pouvant donner lieu à reports de crédits de 1999 à 2000

P.L.F.	2000

États législatifs annexés		

P.L.F.	2000
Etat A	



P.L.F.	2000
Etat B	

## I - Budget général

Numéro de la ligne	Désignation des recettes	Evaluation pour 2000
(en milliers de francs)		
<b>A. Recettes fiscales</b>		
1. Impôt sur le revenu		
0001	<b>Impôt sur le revenu</b>	338.200.000
2. Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles		
0002	<b>Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles</b>	55.300.000
3. Impôt sur les sociétés		
0003	<b>Impôt sur les sociétés</b>	264.400.000
4. Autres impôts directs et taxes assimilées		
0004	<b>Retenues à la source sur certains bénéficiaires non commerciaux et de l'impôt sur le revenu</b>	<b>2.200.000</b>
0005	<b>Retenues à la source et prélèvements sur les revenus de capitaux mobiliers et le prélèvement sur les bons anonymes</b>	<b>11.200.000</b>
0006	<b>Prélèvements sur les bénéfices tirés de la construction immobilière (loi n°63-254 du 15 mars 1963 art 28-IV)</b>	<b>5.000</b>
0007	<b>Précompte dû par les sociétés au titre de certains bénéfices distribués (loi n°65-566 du 12 juillet 1965 art 3)</b>	<b>6.000.000</b>
0008	<b>Impôt de solidarité sur la fortune</b>	<b>13.500.000</b>
0009	<b>Taxe sur les locaux à usage de bureaux, les locaux commerciaux et de stockage</b>	<b>1.520.000</b>
0010	<b>Prélèvements sur les entreprises d'assurance</b>	<b>210.000</b>
0011	<b>Taxe sur les salaires</b>	<b>50.100.000</b>
0012	<b>Cotisation minimale de taxe professionnelle</b>	<b>2.000.000</b>
0013	<b>Taxe d'apprentissage</b>	<b>210.000</b>
0014	<b>Taxe de participation des employeurs au financement de la formation professionnelle continue</b>	<b>190.000</b>
0015	<b>Taxe forfaitaire sur les métaux précieux, les bijoux, les objets d'art, de collection et d'antiquité</b>	<b>250.000</b>
0016	<b>Contribution sur logements sociaux</b>	<b>210.000</b>
0017	<b>Contribution des institutions financières</b>	<b>3.000.000</b>
0018	<b>Prélèvement sur les entreprises de production pétrolière</b>	"
0019	<b>Recettes diverses</b>	<b>10.000</b>
0020	<b>Contribution de France Télécom au financement du service public de l'enseignement supérieur des télécommunications</b>	"
	Totaux pour le 4	90.605.000

5. Taxe intérieure sur les produits pétroliers		
0021	<b>Taxe intérieure sur les produits pétroliers</b>	167.160.000
6. Taxe sur la valeur ajoutée		
0022	<b>Taxe sur la valeur ajoutée</b>	856.040.000

P.L.F.	2000
Etat B	

7. Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes		
0023	Mutations à titre onéreux de créances, rentes, prix d'offices	2.100.000
0024	Mutations à titre onéreux de fonds de commerce	1.580.000
0025	Mutations à titre onéreux de meubles corporels	5.000
0026	Mutations à titre onéreux d'immeubles et droits immobiliers	15.000
0027	Mutations à titre gratuit entre vifs (donations)	6.200.000
0028	Mutations à titre gratuit par décès	34.500.000
0031	Autres conventions et actes civils	1.950.000
0032	Actes judiciaires et extrajudiciaires	"
0033	Taxe de publicité foncière	350.000
0034	Taxe spéciale sur les conventions d'assurance	27.000.000
0036	Taxe additionnelle au droit de bail	"
0039	Recettes diverses et pénalités	750.000
0041	Timbre unique	2.440.000
0044	Taxe sur les véhicules des sociétés	3.500.000
0045	Actes et écrits assujettis au timbre de dimension	3.050.000
0046	Contrats de transport	"
0047	Permis de chasser	100.000
0051	Impôt sur les opérations traitées dans les bourses de valeurs	1.900.000
0059	Recettes diverses et pénalités	2.500.000
0061	Droits d'importation	8.500.000
0062	Prélèvements et taxes compensatoires institués sur divers produits	"
0064	Autres taxes intérieures	1.200.000
0065	Autres droits et recettes accessoires	400.000
0066	Amendes et confiscations	400.000
0067	Taxe sur les activités polluantes	"
0081	Droits de consommation sur les tabacs	3.000.000
0086	Taxe spéciale sur les débits de boisson	"
0089	Taxe sur les installations nucléaires de base	829.000
0091	Garantie des matières d'or et d'argent	200.000
0092	Amendes, confiscations et droits sur acquits non rentrés	4.000
0093	Autres droits et recettes à différents titres	55.000
0094	Taxe spéciale sur la publicité télévisée	70.000
0096	Taxe spéciale sur certains véhicules routiers	1.140.000
0097	Cotisation à la production sur les sucres	1.500.000
0098	Taxes sur les stations et liaisons radio-électriques privées	83.000
0099	Autres taxes	318.000
	Totaux pour le 7	105.639.000

## B. Recettes non fiscales

1. Exploitations industrielles et commerciales et établissements publics à caractère financier		
0107	Produits de l'exploitation du service des constructions aéronautiques au titre de ses activités à l'exportation	"
0108	Produits de l'exploitation du service des constructions et armes navales au titre de ses activités à l'exportation	"
0109	Produits de l'exploitation du service des fabrications d'armements au titre de ses activités à l'exportation	"

P.L.F.	2000
Etat B	

0110	Produits des participations de l'Etat dans des entreprises financières	3.012.000
0111	Contribution de la Caisse des dépôts et consignations représentative de l'impôt sur les sociétés	1.881.000
0114	Produits des jeux exploités par la Française des jeux	7.200.000
0115	Produits de la vente des publications du Gouvernement	"
0116	Produits des participations de l'Etat dans des entreprises non financières et bénéfices des établissements publics non financiers	7.826.000
0129	Versements des budgets annexes	247.000
0199	Produits divers	"
	Totaux pour le 1	20.166.000
2. Produits et revenus du domaine de l'Etat		
0201	Versement de l'Office national des forêts au budget général	"
0202	Recettes des transports aériens par moyens militaires	5.000
0203	Recettes des établissements pénitentiaires	54.000
0207	Produits et revenus du domaine encaissés par les comptables des impôts	2.000.000
0208	Produit de la cession de biens appartenant à l'Etat réalisée dans le cadre des opérations de délocalisation	"
0210	Produit de la cession du capital d'entreprises appartenant à l'Etat	"
0299	Produits et revenus divers	98.000
	Totaux pour le 2	2.157.000
3. Taxes, redevances et recettes assimilées		
0301	Redevances, taxes ou recettes assimilées de protection sanitaire et d'organisation des marchés de viandes	425.000
0302	Cotisation de solidarité sur les céréales et graines oléagineuses	"
0309	Frais d'assiette et de recouvrement des impôts et taxes établis ou perçus au profit des collectivités locales et de divers organismes	19.333.000
0310	Recouvrement des frais de justice, des frais de poursuite et d'instance	67.000
0311	Produits ordinaires des recettes des finances	12.000
0312	Produit des amendes forfaitaires de la police de la circulation	2.040.000
0313	Produit des autres amendes et condamnations pécuniaires	3.350.000
0314	Prélèvements sur le produit des jeux dans les casinos régis par la loi du 15 juin 1907	5.200.000
0315	Prélèvements sur le pari mutuel	2.200.000
0318	Produit des taxes, redevances et contributions pour frais de contrôle perçues par l'Etat	583.000
0323	Droits d'inscription pour les examens organisés par les différents ministères, droits de diplômes et de scolarité perçus dans différentes écoles du Gouvernement	3.000
0325	Recettes perçues au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction	5.320.000
0326	Reversement au budget général de diverses ressources affectées	2.730.000
0328	Recettes diverses du cadastre	171.000
0329	Recettes diverses des comptables des impôts	620.000
0330	Recettes diverses des receveurs des douanes	40.000
0331	Rémunération des prestations rendues par divers services ministériels	2.249.000
0332	Pénalité pour défaut d'emploi obligatoire des travailleurs handicapés et des mutilés de guerre	20.000
0335	Versement au Trésor des produits visés par l'article 5 dernier alinéa de l'ordonnance n°45-14 du 6 janvier 1945	70.000
0337	Redevances versées par les entreprises dont les emprunts bénéficient de la garantie de l'Etat	"
0339	Redevance d'usage des fréquences radioélectriques	720.000
0399	Taxes et redevances diverses	138.000

P.L.F.	2000
Etat B	

	Totaux pour le 3	45.291.000
4. Intérêts des avances, des prêts et dotations en capital		
0401	Récupération et mobilisation des créances de l'Etat	370.000
0402	Annuités diverses	2.000
0403	Contribution des offices et établissements publics de l'Etat dotés de l'autonomie financière et des compagnies de navigation subventionnées, sociétés d'économie mixte, entreprises de toute nature ayant fait appel au concours financier de l'Etat	10.000
0404	Intérêts des prêts du Fonds de développement économique et social	150.000
0406	Intérêts des prêts consentis aux organismes d'habitation à loyer modéré et de crédit immobilier	..
0407	Intérêts des dotations en capital et des avances d'actionnaire accordées par l'Etat	1.930.000
0408	Intérêts sur obligations cautionnées	15.000
0409	Intérêts des prêts du Trésor	3.800.000
0410	Intérêts des avances du Trésor	3.000
0411	Intérêts versés par divers services de l'Etat ou organismes gérant des services publics au titre des avances	..
0499	Intérêts divers	200.000
	Totaux pour le 4	6.480.000
5. Retenues et cotisations sociales au profit de l'Etat		
0501	Retenues pour pensions civiles et militaires (part agent)	27.950.000
0502	Contributions aux charges de pensions de France-Télécom	8.903.000
0503	Retenues de logement effectuées sur les émoluments de fonctionnaires et officiers logés dans des immeubles appartenant à l'Etat ou loués par l'Etat	7.000
0504	Ressources à provenir de l'application des règles relatives aux cumuls des rémunérations d'activité	250.000
0505	Prélèvement effectué sur les salaires des conservateurs des hypothèques	1.826.000
0506	Recettes diverses des services extérieurs du Trésor	30.000
0507	Contribution de diverses administrations au Fonds spécial de retraite des ouvriers des établissements industriels de l'Etat	79.000
0508	Contributions aux charges de pensions de La Poste	15.350.000
0509	Contributions aux charges de pensions de divers organismes publics ou semi-publics	5.026.000
0599	Retenues diverses	..
	Totaux pour le 5	59.421.000
6. Recettes provenant de l'extérieur		
0601	Produits des chancelleries diplomatiques et consulaires	300.000
0604	Remboursement par les Communautés européennes des frais d'assiette et de perception des impôts et taxes perçus au profit de son budget	1.050.000
0606	Versement du Fonds européen de développement économique régional	..
0607	Autres versements des Communautés européennes	185.000
0699	Recettes diverses provenant de l'extérieur	39.000
	Totaux pour le 6	1.574.000
7. Opérations entre administrations et services publics		
0702	Redevances et remboursements divers dus par les compagnies de chemins de fer d'intérêt local et entreprises similaires	1.000
0708	Reversements de fonds sur les dépenses des ministères ne donnant pas lieu à rétablissement de crédits	450.000
0709	Réintégration au budget général des recettes des établissements dont l'autonomie a été supprimée par le décret du 20 mars 1939	..

P.L.F.	2000
Etat B	

0712	Remboursement de divers frais de gestion et de contrôle	7.000
0799	Opérations diverses	165.000
	Totaux pour le 7	623.000
8. Divers		
0801	Recettes en contrepartie des dépenses de reconstruction	10.000
0802	Recouvrements poursuivis à l'initiative de l'Agence Judiciaire du Trésor. Recettes sur débits non compris dans l'actif de l'administration des finances	105.000
0803	Remboursements de frais de scolarité, de pension et de trousseau par les anciens élèves des écoles du Gouvernement qui quittent prématurément le service de l'Etat	15.000
0804	Pensions et trousseaux des élèves des écoles du Gouvernement	15.000
0805	Recettes accidentelles à différents titres	3.895.000
0806	Recettes en atténuation des charges de la dette et des frais de trésorerie	17.168.000
0807	Reversements de la Banque française du commerce extérieur	„
0808	Remboursements par les organismes d'habitation à loyer modéré des prêts accordés par l'Etat	„
0809	Recettes accessoires sur les dépenses obligatoires d'aide sociale et de santé	1.000
0810	Ecrêtement des recettes transférées aux collectivités locales (loi du 7 janvier 1983, modifiée)	„
0811	Récupération d'indus	900.000
0812	Reversements de la Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur	8.000.000
0813	Rémunération de la garantie accordée par l'Etat aux caisses d'épargne	8.100.000
0815	Rémunération de la garantie accordée par l'Etat à la Caisse nationale d'épargne	4.100.000
0816	Versements de la Caisse d'amortissement de la dette sociale au budget de l'Etat	12.500.000
0817	Recettes en atténuation de trésorerie du Fonds de stabilisation des changes	„
0818	Versements de l'établissement public prévu à l'article 46 de la loi de finances pour 1997 (n° 96-1181 du 30 décembre 1996)	1.331.000
0899	Recettes diverses	7.860.000
	Totaux pour le 8	64.000.000

### C. Prélèvements sur les recettes de l'Etat

#### 1. Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités locales

0001	Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation globale de fonctionnement	111.385.919
0002	Prélèvement sur les recettes de l'Etat du produit des amendes forfaitaires de la police de la circulation	2.040.000
0003	Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation spéciale pour le logement des instituteurs	2.353.372
0004	Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit du fonds national de péréquation de la taxe professionnelle	3.720.788
0005	Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la dotation de compensation de la taxe professionnelle	11.905.509
0006	Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit du fonds de compensation pour la T.V.A.	21.820.000
0007	Prélèvement sur les recettes de l'Etat au titre de la compensation d'exonérations relatives à la fiscalité locale	12.263.200
0008	Dotation élu local	275.666
0009	Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit de la collectivité territoriale de Corse et des départements de Corse	107.800
0010	Compensation de la suppression de la part salaire de la taxe professionnelle	22.600.000
	Totaux pour le 1	188.472.254

#### 2. Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des communautés européennes

0001	Prélèvement sur les recettes de l'Etat au profit du budget des Communautés européennes	98.500.000
------	--	------------

P.L.F.	2000
Etat B	

<b>D. Fonds de concours et recettes assimilées</b>
1. Fonds de concours et recettes assimilées

1100	Fonds de concours ordinaires et spéciaux	''
1500	Fonds de concours. Coopération internationale	''
	Totaux pour le 1	"

P.L.F.	2000
Etat B	

## Récapitulation générale

Numéro de la ligne	Désignation des recettes	Evaluation pour 2000
(en milliers de francs)		
<b>A. Recettes fiscales</b>		
1	Impôt sur le revenu	338.200.000
2	Autres impôts directs perçus par voie d'émission de rôles	55.300.000
3	Impôt sur les sociétés	264.400.000
4	Autres impôts directs et taxes assimilées	90.605.000
5	Taxe intérieure sur les produits pétroliers	167.160.000
6	Taxe sur la valeur ajoutée	856.040.000
7	Enregistrement, timbre, autres contributions et taxes indirectes	105.639.000
	Totaux pour la partie A	1.877.344.000
<b>B. Recettes non fiscales</b>		
1	Exploitations industrielles et commerciales et établissements publics à caractère financier	20.166.000
2	Produits et revenus du domaine de l'Etat	2.157.000
3	Taxes, redevances et recettes assimilées	45.291.000
4	Intérêts des avances, des prêts et dotations en capital	6.480.000
5	Retenues et cotisations sociales au profit de l'Etat	59.421.000
6	Recettes provenant de l'étranger	1.574.000
7	Opérations entre administrations et services publics	623.000
8	Divers	64.000.000
	Totaux pour la partie B	199.712.000
<b>C. Prélèvements sur les recettes de l'Etat</b>		
1	Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des collectivités locales	-188.472.254
2	Prélèvements sur les recettes de l'Etat au profit des communautés européennes	-98.500.000
	Totaux pour la partie C	-286.972.254
<b>D. Fonds de concours et recettes assimilées</b>		
1	Fonds de concours et recettes assimilées	"
	Total général	1.790.083.746

P.L.F.	2000
Etat B	

## II - Budgets annexes

Numéro de la ligne	Désignation des recettes	Evaluations pour 2000
(en francs)		
<b>Aviation civile</b>		
Première section - Exploitation		
7001	Redevances de route	4.908.000.000
7002	Redevances pour services terminaux de la circulation aérienne pour la métropole	1.059.000.000
7003	Redevances pour services terminaux de la circulation aérienne pour l'outre-mer	107.000.000
7004	Autres prestations de service	71.489.900
7006	Ventes de produits et marchandises	8.629.000
7007	Recettes sur cessions	402.800
7008	Autres recettes d'exploitation	24.795.853
7009	Taxe de l'aviation civile	1.258.394.802
7100	Variation des stocks	"
7200	Productions immobilisées	"
7400	Subvention du budget général	210.000.000
7600	Produits financiers	7.000.000
7700	Produits exceptionnels	1.440.000
7800	Reprises sur provisions	221.930.000
	Total des recettes brutes en fonctionnement	7.878.082.355
	Total des recettes nettes de fonctionnement	7.878.082.355
Deuxième section - Opérations en capital		
	Prélèvement sur le fonds de roulement	"
9100	Autofinancement (virement de la section Exploitation)	1.244.915.000
9201	Recettes sur cessions (capital)	9.650.000
9202	Subventions d'investissement reçues	"
9700	Produit brut des emprunts	830.000.000
9900	Autres recettes en capital	"
	Total des recettes brutes en capital	2.084.565.000
<i>A déduire</i>		
	<i>Autofinancement (virement de la section Exploitation)</i>	<i>-1.244.915.000</i>
	Total des recettes nettes en capital	839.650.000
	Total des recettes nettes	8.717.732.355

P.L.F.	2000
Etat B	

Numéro de la ligne	Désignation des recettes	Evaluations pour
		2000
(en francs)		
<b>Journaux officiels</b>		
Première section - Exploitation		
7000	Vente de produits fabriqués, prestations de services, marchandises	1.210.900.000
7100	Variation des stocks (production stockée)	"
7200	Production immobilisée	"
7400	Subventions d'exploitation	"
7500	Autres produits de gestion courante	5.000.000
7600	Produits financiers	"
7700	Produits exceptionnels	6.000.000
7800	Reprises sur amortissements et provisions	"
	Total des recettes brutes en fonctionnement	1.221.900.000
	<i>A déduire</i>	
	<i>Reprises sur amortissements et provisions</i>	"
	Total des recettes nettes de fonctionnement	1.221.900.000
Deuxième section - Opérations en capital		
	Prélèvement sur le fonds de roulement	"
9100	Reprise de l'excédent d'exploitation	247.155.654
9300	Diminution des stocks constatée en fin de gestion	"
9800	Amortissements et provisions	48.972.000
9900	Autres recettes en capital	"
	Total des recettes brutes en capital	296.127.654
	<i>A déduire</i>	
	<i>Reprise de l'excédent d'exploitation</i>	-247.155.654
	<i>Amortissements et provisions</i>	-48.972.000
	Total des recettes nettes en capital	"
	Total des recettes nettes	1.221.900.000

P.L.F.	2000
Etat B	

Numéro de la ligne	Désignation des recettes	Evaluations pour
		2000
(en francs)		
<b>Légion d'honneur</b>		
Première section - Exploitation		

7001	<b>Droits de chancellerie</b>	<b>1.466.000</b>
7002	<b>Pensions et trousseaux des élèves des maisons d'éducation</b>	<b>5.864.152</b>
7003	<b>Produits accessoires</b>	<b>832.840</b>
7400	<b>Subventions</b>	<b>105.750.841</b>
7800	<b>Reprises sur amortissements et provisions</b>	<b>10.000.000</b>
7900	<b>Autres recettes</b>	<b>"</b>
	Total des recettes brutes en fonctionnement	123.913.833
	Total des recettes nettes de fonctionnement	123.913.833
Deuxième section - Opérations en capital		
	<b>Prélèvement sur le fonds de roulement</b>	<b>"</b>
9100	<b>Reprise de l'excédent d'exploitation</b>	<b>"</b>
9800	<b>Amortissements et provisions</b>	<b>16.437.000</b>
9900	<b>Autres recettes en capital</b>	<b>"</b>
	Total des recettes brutes en capital	16.437.000
	<i>A déduire</i>	
	<i>Reprise de l'excédent d'exploitation</i>	<i>"</i>
	<i>Amortissements et provisions</i>	<i>-16.437.000</i>
	Total des recettes nettes en capital	"
	Total des recettes nettes	123.913.833

P.L.F.	2000
Etat B	

Numéro de la ligne	Désignation des recettes	Evaluations pour 2000
(en francs)		
<b>Ordre de la Libération</b>		
Première section - Exploitation		
7400	<b>Subventions</b>	<b>4.959.598</b>
7900	<b>Autres recettes</b>	''
	Total des recettes brutes en fonctionnement	4.959.598
	Total des recettes nettes de fonctionnement	4.959.598
Deuxième section - Opérations en capital		
	<b>Prélèvement sur le fonds de roulement</b>	''
9100	<b>Reprise de l'excédent d'exploitation</b>	''
9800	<b>Amortissements et provisions</b>	<b>850.000</b>
	Total des recettes brutes en capital	850.000
	<i>A déduire</i>	
	<i>Reprise de l'excédent d'exploitation</i>	''
	<i>Amortissements et provisions</i>	<b>-850.000</b>
	Total des recettes nettes en capital	''
	Total des recettes nettes	4.959.598

P.L.F.	2000
Etat B	

Numéro de la ligne	Désignation des recettes	Evaluations pour 2000
(en francs)		
<b>Monnaies et médailles</b>		
Première section - Exploitation		
7000	Vente de produits fabriqués, prestations de services, marchandises	1.383.792.245
7100	Variations des stocks (production stockée)	"
7200	Production immobilisée	"
7400	Subvention	"
7500	Autres produits de gestion courante	9.700.000
7600	Produits financiers	"
7700	Produits exceptionnels	"
7800	Reprises sur amortissements et provisions	"
	Total des recettes brutes en fonctionnement	1.393.492.245
	<i>A déduire</i>	
	<i>Reprises sur amortissements et provisions</i>	"
	Total des recettes nettes de fonctionnement	1.393.492.245
Deuxième section - Opérations en capital		
	Prélèvement sur le fonds de roulement	2.050.000
9100	Reprise de l'excédent d'exploitation	"
9300	Diminution de stocks constatée en fin de gestion	"
9800	Amortissements et provisions	37.750.000
9900	Autres recettes en capital	"
	Total des recettes brutes en capital	39.800.000
	<i>A déduire</i>	
	<i>Reprise de l'excédent d'exploitation</i>	"
	<i>Amortissements et provisions</i>	-37.750.000
	Total des recettes nettes en capital	2.050.000
	Total des recettes nettes	1.395.542.245

<b>P.L.F.</b>	<b>2000</b>
<b>Etat B</b>	

Numéro de la ligne	Désignation des recettes	Evaluations pour 2000
(en francs)		
<b>Prestations sociales agricoles</b>		
Première section - Exploitation		
7031	Cotisations prestations familiales (art. 1062 du code rural)	2.060.000.000
7032	Cotisations AVA (art. 1123 a et 1003-8 du code rural)	1.627.000.000
7033	Cotisations AVA (art. 1123 b et c et 1003-8 du code rural)	4.361.000.000
7034	Cotisations AMEXA (art. 1106-6 du code rural)	4.140.000.000
7035	Cotisations d'assurance veuvage	49.000.000
7036	Cotisations d'assurance volontaire et personnelle	1.000.000
7037	Cotisations de solidarité (art.15 de la loi n°80-502 du 4 juillet 1980 d'orientation agricole)	236.000.000
7038	Cotisations acquittées dans les départements d'outre-mer (art. 1106-20, 1142-10 et 1142-20 du code rural)	13.000.000
7039	Imposition additionnelle à l'impôt foncier non bâti	"
7040	Taxe sur les céréales	"
7041	Taxe sur les graines oléagineuses	"
7042	Taxe sur les betteraves	"
7043	Taxe sur les farines	344.000.000
7044	Taxe sur les tabacs	483.000.000
7045	Taxes sur les produits forestiers	"
7046	Taxe sur les corps gras alimentaires	665.000.000
7047	Prélèvement sur le droit de consommation sur les alcools	118.000.000
7048	Cotisations assises sur les polices d'assurance automobile	379.000.000
7049	Cotisation incluse dans la taxe sur la valeur ajoutée	32.041.000.000
7051	Remboursement de l'allocation aux adultes handicapés	422.000.000
7052	Versements à intervenir au titre de la compensation des charges entre les régimes de base de sécurité sociale obligatoires	35.303.000.000
7053	Contribution de la Caisse nationale des allocations familiales au financement des prestations familiales servies aux non-salariés agricoles	1.318.000.000
7054	Subvention du budget général : contribution au financement des prestations familiales servies aux non-salariés agricoles	"
7055	Subvention du budget général : solde	3.536.000.000
7056	Versements à intervenir au titre de l'article L 651-2-1 du code de la sécurité sociale	"
7057	Versements à intervenir au titre de l'article L 139-2 du code de la sécurité sociale	4.239.000.000
7059	Versements du Fonds de solidarité vieillesse	1.981.000.000
7060	Versements du Fonds spécial d'invalidité	96.000.000
7061	Recettes diverses	80.000.000
7062	Prélèvement sur le fonds de roulement	"
	Total des recettes brutes en fonctionnement	93.492.000.000
	Total des recettes nettes de fonctionnement	93.492.000.000
	Total des recettes nettes	93.492.000.000

P.L.F.	2000
Etat B	

### III.Comptes d'affectation spéciale

Numéro de la ligne	Désignation des comptes	Evaluations des recettes pour 2000		
		(en francs)		
		Opérations à caractère définitif	Opérations à caractère temporaire	Total
	Fonds national de l'eau			
01	Produit de la redevance sur les consommations d'eau	501.000.000	"	501.000.000
02	Annuités de remboursement des prêts	"	"	"
03	Prélèvement sur le produit du pari mutuel	457.000.000	"	457.000.000
04	Recettes diverses ou accidentelles du Fonds national pour le développement des adductions d'eau	"	"	"
05	Prélèvement de solidarité pour l'eau	500.000.000	"	500.000.000
06	Recettes diverses ou accidentelles du Fonds national de solidarité pour l'eau	"	"	"
	Totaux	1.458.000.000	"	1.458.000.000
	Soutien financier de l'industrie cinématographique et de l'industrie audiovisuelle			
01	Produit de la taxe additionnelle au prix des places dans les salles de spectacles cinématographiques	629.000.000	"	629.000.000
04	Prélèvement spécial sur les bénéfices résultant de la production, de la distribution ou de la représentation de films pornographiques ou d'incitation à la violence	200.000	"	200.000
05	Taxe spéciale sur les films pornographiques ou d'incitation à la violence produits par des entreprises établies hors de France	"	"	"
06	Contributions des sociétés de programme	"	"	"
07	Taxe et prélèvement sur les sommes encaissées par les sociétés de télévision au titre de la redevance, de la diffusion des messages publicitaires et des abonnements	680.400.000	"	680.400.000
08	Taxe sur les encaissements réalisés au titre de la commercialisation des vidéogrammes	76.500.000	"	76.500.000
09	Recettes diverses ou accidentelles	13.000.000	"	13.000.000
10	Contribution du budget de l'Etat	"	"	"
11	Taxe et prélèvement sur les sommes encaissées par les sociétés de télévision au titre de la redevance, de la diffusion des messages publicitaires et des abonnements	1.209.600.000	"	1.209.600.000
12	Taxe sur les encaissements réalisés au titre de la commercialisation des vidéogrammes	13.500.000	"	13.500.000
14	Recettes diverses ou accidentelles	"	"	"
99	Contribution du budget de l'Etat	"	"	"
	Totaux	2.622.200.000	"	2.622.200.000
	Compte d'emploi de la taxe parafiscale affectée au financement des organismes du secteur public de la radiodiffusion sonore et de la télévision			
01	Produit de la redevance	13.602.189.600	"	13.602.189.600
02	Recettes diverses ou accidentelles	"	"	"
03	Contribution du budget de l'Etat	900.000.000	"	900.000.000
	Totaux	14.502.189.600	"	14.502.189.600

<b>P.L.F.</b>	<b>2000</b>
<b>Etat B</b>	

	Fonds national pour le développement du sport			
<b>03</b>	<b>Partie du produit du prélèvement sur les sommes engagées au pari mutuel sur les hippodromes et hors les hippodromes</b>	<b>18.000.000</b>	<b>"</b>	<b>18.000.000</b>
<b>04</b>	<b>Excédent du produit de la taxe spéciale sur les débits de boissons et sur les dépenses d'indemnisation</b>	<b>"</b>	<b>"</b>	<b>"</b>
<b>05</b>	<b>Remboursement des avances consenties aux associations sportives</b>	<b>"</b>	<b>"</b>	<b>"</b>
<b>06</b>	<b>Recettes diverses ou accidentelles</b>	<b>"</b>	<b>"</b>	<b>"</b>
<b>08</b>	<b>Produit du prélèvement sur les sommes mises sur les jeux exploités en France métropolitaine par la Française des jeux</b>	<b>996.000.000</b>	<b>"</b>	<b>996.000.000</b>
	Totaux	1.014.000.000	"	1.014.000.000
	Fonds national des haras et des activités hippiques			
<b>01</b>	<b>Produit du prélèvement élevage sur les sommes engagées au pari mutuel sur les hippodromes</b>	<b>26.700.000</b>	<b>"</b>	<b>26.700.000</b>
<b>02</b>	<b>Produit du prélèvement élevage sur les sommes engagées au pari mutuel urbain</b>	<b>698.600.000</b>	<b>"</b>	<b>698.600.000</b>
<b>03</b>	<b>Produit des services rendus par les haras nationaux</b>	<b>"</b>	<b>"</b>	<b>"</b>
<b>04</b>	<b>Produit des ventes d'animaux, sous-produits et matériels</b>	<b>"</b>	<b>"</b>	<b>"</b>
<b>05</b>	<b>Recettes diverses ou accidentelles</b>	<b>"</b>	<b>"</b>	<b>"</b>
	Totaux	725.300.000	"	725.300.000
	Fonds national pour le développement de la vie associative			
<b>01</b>	<b>Partie du produit du prélèvement sur les sommes engagées au pari mutuel sur les hippodromes et hors les hippodromes</b>	<b>40.000.000</b>	<b>"</b>	<b>40.000.000</b>
<b>02</b>	<b>Recettes diverses ou accidentelles</b>	<b>"</b>	<b>"</b>	<b>"</b>
	Totaux	40.000.000	"	40.000.000
	Actions en faveur du développement des départements, des territoires et des collectivités territoriales d'outre-mer			
<b>01</b>	<b>Bénéfices nets de l'institut d'émission des départements d'outre-mer</b>	<b>"</b>	<b>"</b>	<b>"</b>
<b>02</b>	<b>Bénéfices nets de l'Institut d'émission d'outre-mer</b>	<b>11.000.000</b>	<b>"</b>	<b>11.000.000</b>
<b>03</b>	<b>Recettes diverses ou accidentelles</b>	<b>"</b>	<b>"</b>	<b>"</b>
	Totaux	11.000.000	"	11.000.000
	Compte d'affectation des produits de cessions de titres, parts et droits de sociétés			
<b>01</b>	<b>Produit des ventes par l'État de titres, de parts ou de droits de sociétés, ainsi que le reversement par l'E.R.A.P., sous toutes ses formes, du produit de cession des titres de la société Elf-Aquitaine</b>	<b>16.945.000.000</b>	<b>"</b>	<b>16.945.000.000</b>
<b>02</b>	<b>Reversement d'avances d'actionnaires ou de dotations en capital et produits de réduction du capital ou de liquidation</b>	<b>"</b>	<b>"</b>	<b>"</b>
<b>03</b>	<b>Versements du budget général ou d'un budget annexe</b>	<b>"</b>	<b>"</b>	<b>"</b>
	Totaux	16.945.000.000	"	16.945.000.000
	Fonds d'intervention pour les aéroports et le transport aérien			
<b>01</b>	<b>Encaissements réalisés au titre de l'ex-taxe de péréquation des transports aériens</b>	<b>"</b>	<b>"</b>	<b>"</b>

<b>P.L.F.</b>	<b>2000</b>
<b>Etat B</b>	

<b>02</b>	<b>Part de la taxe de l'aviation civile affectée au Fonds d'intervention pour les aéroports et le transport aérien</b>	<b>361.000.000</b>	<b>"</b>	<b>361.000.000</b>
<b>03</b>	<b>Recettes diverses ou accidentelles</b>	<b>"</b>	<b>"</b>	<b>"</b>
	Totaux	361.000.000	"	361.000.000
	Fonds d'investissement des transports terrestres et des voies navigables			
<b>01</b>	<b>Produit de la taxe sur les titulaires d'ouvrages hydroélectriques concédés</b>	<b>1.680.000.000</b>	<b>"</b>	<b>1.680.000.000</b>
<b>02</b>	<b>Produit de la taxe sur les concessionnaires d'autoroutes</b>	<b>2.655.000.000</b>	<b>"</b>	<b>2.655.000.000</b>
<b>03</b>	<b>Participations des collectivités territoriales et de leurs établissements publics</b>	<b>"</b>	<b>"</b>	<b>"</b>
<b>04</b>	<b>Recettes diverses ou accidentelles</b>	<b>"</b>	<b>"</b>	<b>"</b>
	Totaux	4.335.000.000	"	4.335.000.000
	Indemnisation au titre des créances françaises sur la Russie			
<b>01</b>	<b>Versements de la Russie</b>	<b>730.000.000</b>	<b>"</b>	<b>730.000.000</b>
	Fonds de modernisation de la presse quotidienne et assimilée d'information politique et générale			
<b>01</b>	<b>Produit de la taxe sur certaines dépenses publicitaires</b>	<b>160.000.000</b>	<b>"</b>	<b>160.000.000</b>
<b>02</b>	<b>Remboursement par les bénéficiaires des avances consenties par le fonds</b>	<b>"</b>	<b>"</b>	<b>"</b>
<b>03</b>	<b>Recettes diverses ou accidentelles</b>	<b>"</b>	<b>"</b>	<b>"</b>
	Totaux	160.000.000	"	160.000.000
	Total pour les comptes d'affectation spéciale	42.903.689.600	"	42.903.689.600

P.L.F.	2000
Etat B	

#### IV.Comptes de prêts

Numéro de la ligne	Désignation des comptes	Evaluations des recettes pour 2000 (en francs)
	Prêts du fonds de développement économique et social	
<b>01</b>	<b>Recettes</b>	<b>130.000.000</b>
	Prêts du Trésor à des Etats étrangers et à l'Agence française de développement en vue de favoriser le développement économique et social	
<b>01</b>	<b>Remboursement de prêts du Trésor</b>	<b>2.182.400.000</b>
<b>02</b>	<b>Remboursement de prêts à l'Agence française de développement</b>	<b>493.000.000</b>
	Totaux	2.675.400.000
	Avances du Trésor consolidées par transformation en prêts du Trésor	
<b>01</b>	<b>Recettes</b>	<b>1.000.000</b>
	Prêts du Trésor à des Etats étrangers pour la consolidation de dettes envers la France	
<b>01</b>	<b>Recettes</b>	<b>3.500.000.000</b>
	Total pour les comptes de prêts	6.306.400.000

P.L.F.	2000
Etat B	

## V.Comptes d'avances du Trésor

Numéro de la ligne	Désignation des comptes	Evaluations des recettes pour 2000 (en francs)
	Avances aux départements sur le produit de la taxe différentielle sur les véhicules à moteur	
<b>01</b>	<b>Recettes</b>	<b>16.300.000.000</b>
	Avances aux collectivités et établissements publics, territoires, établissements et États d'outre-mer	
<b>01</b>	<b>Avances de l'article 70 de la loi du 31 mars 1932 et de l'article L.2336-1 du code général des collectivités territoriales</b>	<b>20.000.000</b>
<b>02</b>	<b>Avances de l'article 14 de la loi du 23 décembre 1946 et de l'article L.2336-2 du code général des collectivités territoriales</b>	"
<b>03</b>	<b>Avances de l'article 34 de la loi du 31 décembre 1953 (avances spéciales sur recettes budgétaires)</b>	"
<b>04</b>	<b>Avances au territoire de la Nouvelle-Calédonie (Fiscalité Nickel)</b>	"
	Totaux	20.000.000
	Avances sur le montant des impositions revenant aux départements, communes, établissements et divers organismes	
<b>01</b>	<b>Recettes</b>	<b>364.700.000.000</b>
	Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics	
<b>01</b>	<b>Avances aux budgets annexes</b>	"
<b>02</b>	<b>Avances à l'agence centrale des organismes d'intervention dans le secteur agricole au titre des besoins temporaires de préfinancement des dépenses communautaires</b>	"
<b>03</b>	<b>Avances aux autres établissements publics nationaux et services autonomes de l'Etat</b>	"
<b>04</b>	<b>Avances à des services concédés ou nationalisés ou à des sociétés d'économie mixte</b>	"
<b>05</b>	<b>Avances à divers organismes de caractère social</b>	"
	Totaux	"
	Avances à des particuliers et associations	
<b>01</b>	<b>Avances aux fonctionnaires de l'Etat pour l'acquisition de moyens de transport</b>	<b>35.000.000</b>
<b>02</b>	<b>Avances aux agents de l'Etat pour l'amélioration de l'habitat</b>	<b>13.000.000</b>
<b>03</b>	<b>Avances aux associations participant à des tâches d'intérêt général</b>	"
<b>04</b>	<b>Avances aux agents de l'Etat à l'étranger pour la prise en location d'un logement</b>	<b>15.000.000</b>
	Totaux	63.000.000
	Total pour les comptes d'avances du Trésor	381.083.000.000

P.L.F.	2000
Etat C	



**Etat B (article 38 du projet de loi)**

**Répartition, par titre et par ministère,  
des crédits applicables aux  
dépenses ordinaires des services civils  
(mesures nouvelles)**

P.L.F.	2000
Etat C	

**Etat B (article 38)**  
**Répartition, par titre et par ministère, des crédits applicables**

Ministères ou services	Titre I
<b>Affaires étrangères</b>	
<b>Agriculture et pêche</b>	
<b>Aménagement du territoire et environnement :</b>	
I. Aménagement du territoire	
II. Environnement	
<b>Anciens combattants</b>	
<b>Charges communes</b>	19.219.780.000
<b>Culture et communication</b>	
<b>Economie, finances et industrie :</b>	
<i>I. Economie, finances et industrie</i>	
<i>II. Industrie (ancien)</i>	
<i>III. Petites et moyennes entreprises, commerce et artisanat (ancien)</i>	
Total	
<b>Éducation nationale, recherche et technologie :</b>	
I. Enseignement scolaire	
II. Enseignement supérieur	
III. Recherche et technologie	
<b>Emploi et solidarité :</b>	
I. Emploi	
II. Santé et solidarité	
III. Ville	
<b>Équipement, transports et logement :</b>	
<i>I. Services communs</i>	
<i>II. Urbanisme et logement</i>	
<i>III. Transports</i>	
<i>1. Transports terrestres</i>	
<i>2. Routes</i>	
<i>3. Sécurité routière</i>	
<i>4. Transport aérien et météorologie</i>	
Sous total	
<i>IV. Mer</i>	
<i>V. Tourisme</i>	
Total	
<b>Intérieur et décentralisation</b>	
<b>Jeunesse et sports</b>	
<b>Justice</b>	
<b>Outre-mer</b>	
<b>Services du Premier ministre :</b>	

P.L.F.	2000
Etat C	

I. Services généraux	
II. Secrétariat général de la défense nationale	
III. Conseil économique et social	
IV. Plan	
Total général	19.219.780.000

P.L.F.	2000
Etat C	

**du projet de loi)  
aux dépenses ordinaires des services civils (mesures nouvelles)**

			(en francs)
Titre II	Titre III	Titre IV	Totaux
	86.450.797	-158.754.707	-72.303.910
	831.861.434	-4.769.176.286	-3.937.314.852
	10.225.946	160.160.000	170.385.946
	219.277.846	72.704.394	291.982.240
	-921.463.573	-393.200.280	-1.314.663.853
95.899.000	3.182.440.000	-1.783.574.000	20.714.545.000
	173.840.935	148.858.432	322.699.367
	5.819.080.653	15.398.284.900	21.217.365.553
	-1.013.765.196	-8.957.684.000	-9.971.449.196
		-321.400.000	-321.400.000
	4.805.315.457	6.119.200.900	10.924.516.357
	1.838.768.554	1.229.660.136	3.068.428.690
	516.104.326	45.704.374	561.808.700
	234.455.000	577.374.000	811.829.000
	818.170.062	-40.759.655.841	-39.941.485.779
	348.539.873	10.216.177.346	10.564.717.219
	4.822.661	330.230.000	335.052.661
	1.041.244.090	-16.218.509	1.025.025.581
	74.749.562	-246.075.568	-171.326.006
	143.000	-50.550.000	-50.407.000
	-7.000.000	2.000.000	-5.000.000
	80.119.000	"	80.119.000
	-5.000.000		-5.000.000
	68.262.000	-48.550.000	19.712.000
	7.355.740	-67.430.132	-60.074.392
	9.859.826	35.400.000	45.259.826
	1.201.471.218	-342.874.209	858.597.009
	603.694.841	-3.593.354.140	-2.989.659.299
	-4.723.269	136.186.000	131.462.731
	831.150.569	34.025.000	865.175.569
	-8.307.562	780.628.860	772.321.298
	167.888.589	797.520.000	965.408.589
	11.656.084		11.656.084
	6.987.473		6.987.473

P.L.F.	2000
Etat C	

	6.038.711	220.961	6.259.672
95.899.000	14.964.665.972	-31.151.939.060	3.128.405.912

P.L.F.	2000
Etat C	

Etat C (arti cle 39 du proj et de loi)		

**Répartition, par titre et par ministère,  
des autorisations de programme et des crédits de paiement  
applicables aux dépenses en capital des services civils  
(mesures nouvelles)**

P.L.F.	2000
Etat C	

**Etat C (article 39)**

**Répartition, par titre et par ministère des autorisations de programme et des crédits**

Ministères ou services	Titre V	
	AP	CP
<b>Affaires étrangères</b>	<b>478.000</b>	<b>149.000</b>
<b>Agriculture et pêche</b>	<b>81.900</b>	<b>24.570</b>
<i>Aménagement du territoire et environnement :</i>		
I. Aménagement du territoire		
II. Environnement	341.785	116.020
<b>Anciens combattants</b>	"	"
<b>Charges communes</b>	"	"
<b>Culture et communication</b>	<b>2.024.100</b>	<b>515.633</b>
<b>Economie, finances et industrie :</b>		
<i>I. Economie, finances et industrie</i>	<i>1.607.450</i>	<i>1.158.870</i>
<i>II. Industrie (ancien)</i>	"	"
<i>III. Petites et moyennes entreprises, commerce et artisanat (ancien)</i>		
Total	1.607.450	1.158.870
<i>Éducation nationale, recherche et technologie :</i>		
I. Enseignement scolaire	621.500	397.200
II. Enseignement supérieur	700.000	210.000
III. Recherche et technologie	7.000	3.500
<i>Emploi et solidarité :</i>		
I. Emploi	64.900	33.900
II. Santé et solidarité	96.000	46.800
III. Ville	6.000	6.000
<b>Équipement, transports et logement :</b>		
<i>I. Services communs</i>	<i>107.200</i>	<i>41.300</i>
<i>II. Urbanisme et logement</i>	<i>267.400</i>	<i>104.620</i>
<i>III. Transports</i>		
<i>1. Transports terrestres</i>	<i>23.000</i>	<i>6.900</i>
<i>2. Routes</i>	<i>5.784.650</i>	<i>2.661.830</i>
<i>3. Sécurité routière</i>	<i>186.000</i>	<i>111.600</i>
<i>4. Transport aérien et météorologie</i>	<i>1.756.000</i>	<i>1.062.800</i>
Sous total	7.749.650	3.843.130
<i>IV. Mer</i>	<i>487.250</i>	<i>152.280</i>
<i>V. Tourisme</i>	"	"
Total	8.611.500	4.141.330
<b>Intérieur et décentralisation</b>	<b>1.698.000</b>	<b>422.100</b>
<b>Jeunesse et sports</b>	<b>40.000</b>	<b>27.500</b>
<b>Justice</b>	<b>1.550.000</b>	<b>504.000</b>
<b>Outre-mer</b>	<b>39.500</b>	<b>22.220</b>
<i>Services du Premier ministre :</i>		
I. Services généraux	246.000	194.630
II. Secrétariat général de la défense nationale	50.000	25.000

P.L.F.	2000
Etat C	

III. Conseil économique et social	4.000	4.000
IV. Plan		
Total général	18.267.635	8.002.273

P.L.F.	2000
Etat C	

**du projet de loi**  
**de paiement applicables aux dépenses en capital des services civils (mesures nouvelles)**

				(en milliers de francs)	
Titre VI		Titre VII		Totaux	
AP	CP	AP	CP	AP	CP
2.313.000	461.000			2.791.000	610.000
1.180.240	430.080			1.262.140	454.650
1.536.000	460.800			1.536.000	460.800
2.352.482	1.900.598			2.694.267	2.016.618
				"	"
"	"			"	"
1.678.400	897.575			3.702.500	1.413.208
7.383.000	2.113.280			8.990.450	3.272.150
"	"			"	"
"	"			"	"
7.383.000	2.113.280			8.990.450	3.272.150
88.500	54.000			710.000	451.200
5.201.060	3.141.260			5.901.060	3.351.260
13.458.250	11.555.951			13.465.250	11.559.451
498.400	239.040			563.300	272.940
443.000	104.500			539.000	151.300
531.000	144.200			537.000	150.200
88.930	49.265	"	"	196.130	90.565
13.208.670	5.818.500			13.476.070	5.923.120
1.288.000	390.700			1.311.000	397.600
61.500	20.800			5.846.150	2.682.630
3.600	2.160			189.600	113.760
280.000	270.000			2.036.000	1.332.800
1.633.100	683.660			9.382.750	4.526.790
33.200	20.700			520.450	172.980
59.000	17.700			59.000	17.700
15.022.900	6.589.825	"	"	23.634.400	10.731.155
10.937.564	6.139.372			12.635.564	6.561.472
60.000	48.000			100.000	75.500
21.500	4.000			1.571.500	508.000
1.802.414	599.864			1.841.914	622.084
				246.000	194.630
				50.000	25.000
				4.000	4.000

P.L.F.	2000
Etat C	

3.000	1.200			3.000	1.200
64.510.710	34.884.545	"	"	82.778.345	42.886.818



P.L.F.	2000
Etat E	

**Tableau des taxes parafiscales dont la perception est autorisée en 2000**  
**(Taxes soumises à la loi n° 53-633 du 25 juillet 1953**  
**et au décret n° 80-854 du 30 octobre 1980)**

**I. Taxes perçues dans un intérêt économique**

**A. Amélioration du fonctionnement des marchés et de la qualité des produits**

Lignes		Description	Produit pour	Evaluation pour
1999	2000		l'année 1999 ou la campagne 1998-1999	l'année 2000 ou la campagne 1999-2000
		<b>Régulation des marchés agricoles</b>		
		<b>Agriculture et pêche</b>		
1	1	Nature de la taxe : – Taxe perçue pour le financement des actions du secteur céréalière  Organismes bénéficiaires ou objet : – Office national interprofessionnel des céréales (ONIC) – Institut technique des céréales et des fourrages (ITCF) – Fonds de solidarité des céréaliculteurs et des éleveurs (FSCE)  Taux et assiette : – Répartition entre organismes : ONIC 42,5 %, ITCF 49 %, FSCE 8,5 % – Montant de la taxe par tonne de céréales livrées aux collecteurs agréés et producteurs grainiers (taux effectif) : * Blé tendre: 5,55 F/tonne * Orge : 5,55 F/tonne * Maïs : 5,55 F/tonne * Blé dur : 5,50 F/tonne * Seigle, triticale : 5,10 F/tonne * Avoine : 3,50 F/tonne * Riz : 5,20 F/tonne * Sorgho : 3,50 F/tonne  Textes : – Décret n° 97-1265 du 29 décembre 1997 – Arrêté du 31 août 1998	324.578.000	301.875.000

P.L.F. 2000
Etat E

2	2	<p>Nature de la taxe :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Taxe acquittée par les fabricants et importateurs de conserves et jus de tomates</li> </ul> <p>Organismes bénéficiaires ou objet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Société nationale interprofessionnelle de la tomate (S.O.N.I.T.O)</li> </ul> <p>Taux maximum et assiette :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Tomates entrées en usine : <ul style="list-style-type: none"> <li>* 0,025 F par kilogramme de tomates traité sur contrats de culture</li> <li>* 0,040 F par kilogramme de tomates traité hors contrats de culture</li> </ul> </li> <li>- Concentrés de tomate : <ul style="list-style-type: none"> <li>* 12 à 15 % d'extrait sec : 0,080 F/Kg</li> <li>* au-delà de 15 et jusqu'à 30 % : 0,180 F/Kg</li> <li>* au-delà de 30 et jusqu'à 90 % : 0,230 F/Kg</li> <li>* au-delà de 90 % : 0,600 F/Kg</li> </ul> </li> <li>- Conserves de tomate : 0,030 F/Kg</li> <li>- Jus de tomate : 0,035 F/Kg</li> <li>- Tomates congelées ou surgelées : 0,030 F/Kg</li> <li>- Pour le jus concentré : 0,060 F/kg</li> </ul> <p>Textes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Décret n° 97-814 du 3 septembre 1997</li> <li>- Arrêté du 1er décembre 1998</li> </ul>	1.550.000	1.550.000
3	3	<p>Nature de la taxe :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Taxe acquittée par les producteurs de prunes séchées d'Ente, les transformateurs et importateurs de pruneaux</li> </ul> <p>Organismes bénéficiaires ou objet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Bureau national interprofessionnel du pruneau (B.I.P.)</li> </ul> <p>Taux et assiette :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- taux maximum : <ul style="list-style-type: none"> <li>* producteurs et transformateurs : 2,5 % du montant des ventes de prunes</li> <li>* importateurs : 5 % de la valeur en douane des produits importés de pays tiers</li> </ul> </li> <li>- taux effectifs : <ul style="list-style-type: none"> <li>* 2 % et 4 %</li> </ul> </li> </ul> <p>Textes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Décret n° 97-809 du 29 août 1997</li> <li>- Arrêté du 29 août 1997</li> </ul>	22.448.000	20.550.000
		<b>Contrôle de la qualité des produits et soutien des pêches maritimes</b>		
		<b>Agriculture et pêche</b>		
4	4	<p>Nature de la taxe :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Taxe due annuellement par les professionnels en raison de leurs activités sur les produits selon leur nature, le tonnage et la valeur</li> </ul> <p>Organismes bénéficiaires ou objet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Groupement national interprofessionnel des semences, graines et plants (G.N.I.S)</li> </ul> <p>Taux et assiette :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le taux des taxes à percevoir au profit du groupement est fixé par arrêté dans la limite des maxima fixés par le décret institutif</li> </ul> <p>Textes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Décret n° 98-769 du 3 septembre 1998</li> <li>- Arrêté du 3 septembre 1998</li> </ul>	130.297.000	130.975.000

P.L.F. 2000
Etat E

5	5	<p>Nature de la taxe :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Taxe due par les armateurs de tous les navires armés à la pêche, par les premiers acheteurs de produit de la mer et les éleveurs de produits de culture marine (sauf conchyliculture)</li> </ul> <p>Organismes bénéficiaires ou objet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Comité national, comités régionaux et comités locaux des pêches maritimes et des élevages marins</li> </ul> <p>Taux et assiette :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Armateurs : taxe sur la somme des salaires forfaitaires des équipages de navires armés ; taux maximum 3 %</li> <li>- Premiers acheteurs : taxe forfaitaire différenciée par tranche de salariés permanents, maximum 8.500 F</li> <li>- Éleveurs de cultures marines (hors conchyliculture) : taxe forfaitaire fixe, maximum 600 F</li> </ul> <p>Textes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Décret n° 96-1231 du 27 décembre 1996 modifié par le décret n° 97-1230 du 26 décembre 1997</li> </ul>	27.000.000	27.000.000
6	6	<p>Nature de la taxe :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Taxe due par l'armateur et le premier acheteur pour les produits de la pêche maritime débarqués sur le territoire français ou dans un port étranger par un navire de pêche immatriculé en France, et par le déclarant en douane de produits de la mer importés en France hors CEE et AELE</li> </ul> <p>Organismes bénéficiaires ou objet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- OFIMER : Office national interprofessionnel des produits de la pêche maritime et de l'aquaculture</li> </ul> <p>Taux et assiette :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Taxe payée par l'armateur et l'éleveur. Taxe assise sur la valeur hors taxe des produits débarqués ou commercialisés (sauf importations). Taux maximal : <ul style="list-style-type: none"> <li>* conserves, semi-conserves : 0,13 %</li> <li>* autres produits de la mer : 0,15 %</li> </ul> </li> <li>- Taxe payée par le déclarant en douane. Taxe assise sur la valeur en douane des produits importés. Taux maximal : <ul style="list-style-type: none"> <li>* conserves, semi-conserves : 0,26 %</li> <li>* autres produits de la mer : 0,30 %</li> </ul> </li> </ul> <p>Textes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Décret n° 98-1260 du 29 décembre 1998</li> <li>- Arrêté du 29 décembre 1998</li> </ul>	22.000.000	22.000.000

P.L.F.	2000
Etat E	

### B. Encouragements aux actions collectives de recherche et de développement agricoles

Lignes		Description	Produit pour	Evaluation pour
1999	2000		l'année 1999 ou la campagne 1998-1999	l'année 2000 ou la campagne 1999-2000
<b>Agriculture et pêche</b>				
7	7	Nature de la taxe : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Taxe sur la betterave destinée au financement et à la mise en oeuvre des programmes agricoles</li> </ul> Organismes bénéficiaires ou objet : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Association nationale pour le développement agricole (A.N.D.A.)</li> </ul> Taux et assiette : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Taux maximum : 1,42 F par tonne de betteraves destinées à la production de sucre</li> <li>- Campagne 1998-1999 : 1,06 F par tonne</li> </ul> Textes : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Décret n° 95-1044 du 22 septembre 1995</li> <li>- Arrêté du 2 janvier 1998</li> </ul>	15.600.000	15.600.000
8	8	Nature de la taxe : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Taxe sur les céréales livrées par les producteurs aux organismes agréés pour la collecte et aux producteurs grainiers</li> </ul> Organismes bénéficiaires ou objet : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Association nationale pour le développement agricole (A.N.D.A.)</li> </ul> Taux et assiette : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Taux maxima :               <ul style="list-style-type: none"> <li>* blé tendre, orge : 5,20 F/tonne</li> <li>* maïs : 4,75 F/tonne</li> <li>* blé dur, riz : 4,75 F/tonne</li> <li>* avoine : 3,40 F/tonne</li> <li>* sorgho, seigle, triticale : 2,75 F/tonne</li> </ul> </li> <li>- Campagne 1998-1999 :               <ul style="list-style-type: none"> <li>* blé dur, riz : 2,85 F/tonne</li> <li>* blé tendre, orge : 3,10 F/tonne</li> <li>* maïs : 2,85 F/tonne</li> <li>* avoine : 2,05 F/tonne</li> <li>* sorgho, seigle, triticale : 1,65 F/tonne</li> </ul> </li> </ul> Textes : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Décret n° 95-1042 du 22 septembre 1995</li> <li>- Arrêté du 2 juillet 1998</li> </ul>	140.000.000	140.000.000

P.L.F. 2000
Etat E

9	9	<p>Nature de la taxe :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Taxe sur les graines oléagineuses et protéagineuses</li> </ul> <p>Organismes bénéficiaires ou objet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Association nationale pour le développement agricole (A.N.D.A.)</li> </ul> <p>Taux et assiette :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Taux maxima : <ul style="list-style-type: none"> <li>* colza, navette : 4,10 F/tonne</li> <li>* tournesol : 5 F/tonne</li> <li>* soja : 2,65 F/tonne</li> <li>* lupin doux : 1,75 F/tonne</li> <li>* pois : 1,55 F/tonne</li> <li>* fèves et fèverolles : 1,50 F/tonne</li> </ul> </li> <li>- Campagne 1998-1999 : <ul style="list-style-type: none"> <li>* colza, navette : 3,38 F/tonne</li> <li>* tournesol : 4,14 F/tonne</li> <li>* soja : 2,21 F/tonne</li> <li>* lupin doux : 1,17 F/tonne</li> <li>* pois : 1,04 F/tonne</li> <li>* fèves et fèverolles : 0,97 F/tonne</li> </ul> </li> </ul> <p>Textes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Décret n° 95-1043 du 22 septembre 1995</li> <li>- Arrêté du 9 décembre 1998</li> </ul>	17.000.000	17.000.000
10	10	<p>Nature de la taxe :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Taxes versées par les producteurs sur les graines oléagineuses</li> </ul> <p>Organismes bénéficiaires ou objet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Centre technique interprofessionnel des oléagineux métropolitains (C.E.T.I.O.M.)</li> </ul> <p>Taux et assiette :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Taux maxima : <ul style="list-style-type: none"> <li>* colza, navette, oeillette, ricin et carthame : 13 F/tonne</li> <li>* tournesol, soja et lin oléagineux : 15 F/tonne</li> </ul> </li> <li>- Campagne 1998-1999 : <ul style="list-style-type: none"> <li>* colza, navette, oeillette, ricin et carthame : 10 F/tonne</li> <li>* tournesol : 11,55 F/tonne</li> <li>* soja : 11,30 F/tonne</li> <li>* lin oléagineux : 12 F/tonne</li> </ul> </li> </ul> <p>Textes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Décret n° 96-118 du 8 février 1996</li> <li>- Arrêté du 18 août 1998</li> </ul>	55.000.000	52.000.000
11	11	<p>Nature de la taxe :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Taxe sur certaines viandes</li> </ul> <p>Organismes bénéficiaires ou objet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Association nationale pour le développement agricole (A.N.D.A.)</li> </ul> <p>Taux et assiette :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Taux maxima : <ul style="list-style-type: none"> <li>* boeuf et veau, espèces chevaline, asine et leurs croisements : 48 F par tonne de viande</li> <li>* porc : 44,50F par tonne</li> <li>* mouton, chèvre : 60 F par tonne</li> <li>* lapin : 44 F par tonne</li> <li>* poulet : 24,80 F par tonne</li> <li>* poule de réforme : 72 F par tonne</li> <li>* dinde : 30,60 F par tonne</li> <li>* canard, pintade, oie : 36 F par tonne</li> </ul> </li> <li>- Taux effectifs pour 1999 : <ul style="list-style-type: none"> <li>* boeuf et veau : 48 F par tonne</li> <li>* porc : 36 F par tonne</li> </ul> </li> </ul>	162.000.000	162.000.000

P.L.F. 2000
Etat E

12	12	<p>Nature de la taxe :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Taxe versées par les entreprises intéressées</li> </ul> <p>Organismes bénéficiaires ou objet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Centre technique de la salaison, de la charcuterie et des conserves de viande</li> </ul> <p>Taux et assiette :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Taux maximum : 3 pour 10.000 du montant du chiffre d'affaires</li> </ul> <p>Textes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Décret n° 97-291 du 28 mars 1997</li> <li>- Arrêté du 28 mars 1997</li> </ul>	8.500.000	8.500.000
13	13	<p>Nature de la taxe :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Taxe sur le lait de vache</li> </ul> <p>Organismes bénéficiaires ou objet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Association nationale pour le développement agricole (A.N.D.A.)</li> </ul> <p>Taux et assiette :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Taux maxima :</li> <li>* lait : 0,45 F par hectolitre</li> <li>* crème : 9,15 F par 100 kilogrammes de matière grasse incluse dans la crème</li> <li>- Taux en vigueur : 0,41 F et 8,21 F</li> </ul> <p>Textes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Décret n° 95-1340 du 28 décembre 1995</li> <li>- Arrêté du 28 décembre 1996</li> </ul>	88.200.000	88.200.000
14	14	<p>Nature de la taxe :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Taxe sur les vins</li> </ul> <p>Organismes bénéficiaires ou objet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Association nationale pour le développement agricole (A.N.D.A.)</li> </ul> <p>Taux et assiette :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Taux maxima :</li> <li>* vin d'appellation d'origine contrôlée : 3 F/hl (en vigueur 2,80 F/hl)</li> <li>* vin délimité de qualité supérieure : 1,95 F/hl (en vigueur 1,69 F/hl)</li> <li>* autres vins : 0,80 F/hl (en vigueur 0,77 F/hl)</li> </ul> <p>Textes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Décret n° 95-1337 du 28 décembre 1995</li> <li>- Arrêté du 26 décembre 1997</li> </ul>	74.000.000	74.000.000
15	15	<p>Nature de la taxe :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Taxe sur les produits de l'horticulture florale, ornementale et des pépinières non forestières</li> </ul> <p>Organismes bénéficiaires ou objet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Association nationale pour le développement agricole (A.N.D.A.)</li> </ul> <p>Taux et assiette :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Taux maximum : 3,0 p.1.000 du montant des ventes hors taxes</li> <li>- Taux en vigueur : 1,5 p.1.000</li> </ul> <p>Textes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Décret n° 97-1234 du 26 décembre 1997</li> <li>- Arrêté du 22 décembre 1998</li> </ul>	6.000.000	6.000.000

P.L.F. 2000
Etat E

16	16	<p>Nature de la taxe :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Taxes sur les fruits et légumes</li> </ul> <p>Organismes bénéficiaires ou objet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Association nationale pour le développement agricole (A.N.D.A.)</li> </ul> <p>Taux et assiette :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Taux maximum : 4,6 p.1.000 des montants des ventes hors taxes réalisées par les producteurs</li> <li>- Taux en vigueur : 2,25 p.1.000</li> </ul> <p>Textes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Décret n° 95-1341 du 28 décembre 1995</li> <li>- Arrêté du 22 décembre 1998</li> </ul>	35.000.000	35.000.000
17	17	<p>Nature de la taxe :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Taxe forfaitaire payée par les exploitants agricoles</li> </ul> <p>Organismes bénéficiaires ou objet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Association nationale pour le développement agricole (A.N.D.A.)</li> </ul> <p>Taux et assiette :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Taux maximum : 500 F</li> <li>- Taux en vigueur : 500 F</li> </ul> <p>Textes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Décret n° 95-1335 du 28 décembre 1995</li> <li>- Arrêté du 26 décembre 1997</li> </ul>	205.000.000	205.000.000
18	18	<p>Nature de la taxe :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Taxe sur les laits de brebis et de chèvre</li> </ul> <p>Organismes bénéficiaires ou objet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Association nationale pour le développement agricole (A.N.D.A.)</li> </ul> <p>Taux et assiette :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Taux maxima : <ul style="list-style-type: none"> <li>* 0,9 F par hectolitre pour le lait de brebis</li> <li>* 0,58 F par hectolitre pour le lait de chèvre</li> </ul> </li> <li>- Taux en vigueur : <ul style="list-style-type: none"> <li>* 0,70 F par hectolitre pour le lait de brebis</li> <li>* 0,40 F par hectolitre pour le lait de chèvre</li> </ul> </li> </ul> <p>Textes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Décret n° 95-1336 du 28 décembre 1995</li> <li>- Arrêté du 28 décembre 1996</li> </ul>	1.800.000	1.800.000
19	19	<p>Nature de la taxe :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Taxes destinées à couvrir les frais de fonctionnement et les actions techniques du comité</li> </ul> <p>Organismes bénéficiaires ou objet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Comité des fruits à cidre et des productions cidricoles</li> </ul> <p>Taux et assiette :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Taux maxima : <ul style="list-style-type: none"> <li>* 0,80 F par quintal de fruits à cidre et par 12,5 kg de concentrés desdits produits</li> <li>* 1,10 F par hectolitre de jus, de moûts, de cidre, de fermenté et de poiré</li> <li>* 20 F par hectolitre d'alcool pur de calvados, d'eaux de vie de cidre et de poiré</li> </ul> </li> <li>- Taux en vigueur : 0,80 F, 1,10 F et 20 F</li> </ul> <p>Textes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Décret n° 97-808 du 29 août 1997</li> <li>- Arrêté du 1er septembre 1997</li> </ul>	1.900.000	1.900.000

P.L.F. 2000
Etat E

20	20	<p>Nature de la taxe :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Taxe destinée à couvrir les frais de fonctionnement et les actions techniques du bureau</li> </ul> <p>Organismes bénéficiaires ou objet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Bureau national interprofessionnel du cognac</li> </ul> <p>Taux et assiette :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- pour les livraisons par les viticulteurs : 1,19 F par hectolitre de vin :</li> <li>- pour les mouvements de place : 18,88 F par hectolitre d'alcool pur de cognac</li> <li>- pour les ventes à la consommation : de 43,69 à 64,88 F par hectolitre d'alcool pur de cognac selon l'importance des sorties</li> <li>- pour les autres eaux de vie : 4,72 F par hectolitre d'alcool pur</li> <li>- pour les cognacs entrant dans des produits composés : 4,72 F par hectolitre d'alcool pur de cognac</li> <li>- pour le pineau des Charentes : 4,72 F par hectolitre d'alcool pur</li> </ul> <p>Textes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Décret n° 97-1087 du 25 novembre 1997</li> <li>- Arrêté du 25 novembre 1997</li> </ul>	36.554.000	33.800.000
21	21	<p>Nature de la taxe :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Taxe destinée à couvrir les frais de fonctionnement et les actions techniques du bureau</li> </ul> <p>Organismes bénéficiaires ou objet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Bureau national interprofessionnel des calvados et eaux de vie de cidre et de poiré</li> </ul> <p>Taux et assiette :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Taux maxima : <ul style="list-style-type: none"> <li>* 32 F par hectolitre d'alcool pur pour les calvados et les produits composés avec ces calvados</li> <li>* 18 F par hectolitre d'alcool pur pour les eaux de vie de cidre et de poiré et les produits composés élaborés avec ces eaux de vie</li> </ul> </li> <li>- Taux en vigueur : 25 F et 12,40 F</li> </ul> <p>Textes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Décret n° 97-1231 du 21 décembre 1997</li> <li>- Arrêté du 26 décembre 1997</li> </ul>	670.000	670.000
22	22	<p>Nature de la taxe :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Taxes dues par les négociants et récoltants sur les ventes de bouteilles de champagne</li> </ul> <p>Organismes bénéficiaires ou objet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Comité interprofessionnel du vin de Champagne</li> </ul> <p>Taux et assiette :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Taux maxima : <ul style="list-style-type: none"> <li>* 0,16 F par bouteille de vente départ hors taxe</li> <li>* récoltants manipulants : 0,11 F par bouteille</li> </ul> </li> </ul> <p>Textes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Décret n° 97-1073 du 20 novembre 1997</li> <li>- Arrêté du 10 décembre 1998</li> </ul>	33.000.000	32.500.000

P.L.F.	2000
Etat E	

23	23	<p>Nature de la taxe :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Taxe sur la valeur de la récolte</li> </ul> <p>Organismes bénéficiaires ou objet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Comité interprofessionnel du vin de Champagne</li> </ul> <p>Taux et assiette :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Taux maximum : 0,15 F par kilogramme de récolte</li> <li>- Taux en vigueur : 0,12 F par kilogramme pour la récolte 1998</li> </ul> <p>Textes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Décret n° 97-1073 du 20 novembre 1997</li> <li>- Arrêté du 20 décembre 1998</li> </ul>	34.000.000	41.500.000
24	24	<p>Nature de la taxe :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Taxe destinée au financement des conseils, comités ou unions interprofessionnels des vins tranquilles</li> </ul> <p>Organismes bénéficiaires ou objet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Conseil, comités ou unions interprofessionnels des vins de : <ul style="list-style-type: none"> <li>* Bordeaux</li> <li>* Appellation contrôlée de Touraine</li> <li>* La région de Bergerac</li> <li>* Appellation d'origine de Nantes</li> <li>* Anjou et Saumur</li> <li>* Côtes du Rhône et vallée du Rhône</li> <li>* Fitou, Corbières et Minervois</li> <li>* Côtes-de-Provence</li> <li>* Gaillac</li> <li>* Beaujolais</li> <li>* Alsace</li> <li>* Bourgogne</li> </ul> </li> </ul> <p>Taux et assiette :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Taux maximum : 5 F par hectolitre</li> <li>- Taux en vigueur : 4,83 F par hectolitre</li> </ul> <p>Textes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Décret n° 97-1003 du 30 octobre 1997</li> <li>- Arrêté du 30 décembre 1997</li> </ul>	83.824.647	81.255.500
25	25	<p>Nature de la taxe :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Taxe destinée au financement du comité</li> </ul> <p>Organismes bénéficiaires ou objet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Comité interprofessionnel des vins doux naturels et vins de liqueur d'appellation d'origine contrôlée</li> </ul> <p>Taux et assiette :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Taux maximum : 5 F par hectolitre</li> <li>- Taux en vigueur : 4,83 F par hectolitre</li> </ul> <p>Textes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Décret n° 97-1004 du 30 octobre 1997</li> <li>- Arrêté du 30 décembre 1997</li> </ul>	2.300.000	2.250.000

P.L.F. 2000
Etat E

26	26	<p>Nature de la taxe :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Taxe sur les plants de vigne</li> </ul> <p>Organismes bénéficiaires ou objet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Établissement national technique pour l'amélioration de la viticulture (E.N.T.A.V)</li> </ul> <p>Taux et assiette :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Montant maximum :</li> <li>* 2,20 F pour 100 plants racinés (en vigueur : 1,80 F)</li> <li>* 7 F pour 100 plants greffés-soudés (en vigueur : 5,50 F)</li> </ul> <p>Textes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Décret n° 97-154 du 18 février 1997</li> <li>- Arrêté du 8 octobre 1998</li> </ul>	4.600.000	5.200.000
27	27	<p>Nature de la taxe :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Taxes versées par les vendeurs en gros de fruits et légumes</li> </ul> <p>Organismes bénéficiaires ou objet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Centre technique interprofessionnel des fruits et légumes (C.T.I.F.L.)</li> </ul> <p>Taux et assiette :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Taux maximum : 1,8 p.1.000 prélevé sur le prix des ventes de fruits et légumes frais ou secs, et plantes aromatiques à usage culinaire, réalisées par toute personne physique ou morale vendant en gros à tout détaillant</li> <li>- Taux en vigueur : 1,8 p.1000</li> </ul> <p>Textes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Décret n° 98-1258 du 29 décembre 1998</li> <li>- Arrêté du 29 décembre 1998</li> </ul>	84.000.000	85.000.000
28	28	<p>Nature de la taxe :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Taxes versées par les entreprises intéressées</li> </ul> <p>Organismes bénéficiaires ou objet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Centre technique de la conservation des produits agricoles (C.T.C.P.A.)</li> </ul> <p>Taux et assiette :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Taux maximum : 2 p.1.000 du montant des ventes et variable selon la nature des fabrications vendues</li> </ul> <p>Textes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Décret 96-1153 du 26 décembre 1996</li> <li>- Arrêté du 26 décembre 1996</li> </ul>	16.400.000	16.400.000
29	29	<p>Nature de la taxe :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Taxes versées par les planteurs et transformateurs de canne à sucre</li> </ul> <p>Organismes bénéficiaires ou objet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Centre technique de la canne et du sucre de la Réunion</li> </ul> <p>Taux et assiette :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Taux maximum : 7,65 F par tonne de cannes entrée en usine, dont 1/3 dû par les industriels transformateurs et 2/3 par les propriétaires de cannes</li> <li>- Taux en vigueur : 7,14 F par tonne</li> </ul> <p>Textes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Décret n° 95-1307 du 14 décembre 1995</li> <li>- Arrêté du 16 novembre 1998</li> </ul>	12.495.000	12.495.000

P.L.F.	2000
Etat E	

29	29	<p>Nature de la taxe :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Taxes versées par les planteurs et transformateurs de canne à sucre</li> </ul> <p>Organismes bénéficiaires ou objet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Centre technique de la canne et du sucre de la Martinique</li> </ul> <p>Taux et assiette :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Taux maximum : 7,65 F par tonne de cannes entrée en usine, dont 1/3 dû par les industriels transformateurs et 2/3 par les propriétaires de cannes</li> <li>- Taux en vigueur : 2,68 F par tonne</li> </ul> <p>Textes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Décret n° 95-1307 du 14 décembre 1995</li> <li>- Arrêté du 30 juin 1998</li> </ul>	559.650	559.650
29	29	<p>Nature de la taxe :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Taxes versées par les planteurs et transformateurs de canne à sucre</li> </ul> <p>Organismes bénéficiaires ou objet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Centre technique de la canne et du sucre de la Guadeloupe</li> </ul> <p>Taux et assiette :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Taux maximum : 7,65 F par tonne de cannes entrée en usine, dont 1/3 dû par les industriels transformateurs et 2/3 par les propriétaires de cannes</li> <li>- Taux en vigueur : 7,08 F par tonne</li> </ul> <p>Textes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Décret n° 95-1307 du 14 décembre 1995</li> <li>- Arrêté du 30 juin 1998</li> </ul>	4.566.600	4.566.600

P.L.F. 2000
Etat E

### C. Encouragements aux actions collectives de recherche et de développement industriels

Lignes		Description	Produit pour	Evaluation pour
1999	2000		l'année 1999 ou la campagne 1998-1999	l'année 2000 ou la campagne 1999-2000
		<b>Économie, finances et industrie</b>		
32	30	<p>Nature de la taxe :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Taxe versée par les entreprises de la profession</li> </ul> <p>Organismes bénéficiaires ou objet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Membres du groupement d'intérêt économique « Comité de coordination des centres de recherche en mécanique »</li> </ul> <p>Taux effectif et assiette :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Mécanique, soudage et décolletage : 0,112 % du C.A.H.T (taux maximum : 0,112 %)</li> <li>- Construction métallique : <ul style="list-style-type: none"> <li>* 0,30 % du C.A.H.T. sur le marché communautaire et à l'export hors CEE (taux maximum : 0,34 %)</li> </ul> </li> <li>- Activités aéronautiques et thermiques : <ul style="list-style-type: none"> <li>* 0,265 % du C.A.H.T sur le marché communautaire et à l'export hors CEE (taux maximum : 0,32 %)</li> </ul> </li> </ul> <p>Textes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Décret n° 93-1370 du 29 décembre 1993 (modifié par le décret n° 96-146 du 22 février 1996, par le décret n° 97-680 du 30 mai 1997 et par le décret n° 98-130 du 27 février 1998)</li> <li>- Arrêté du 29 décembre 1997</li> <li>- Décret en cours de renouvellement</li> </ul>	381.000.000	385.000.000
33	31	<p>Nature de la taxe :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Taxe versée par les industries de l'habillement</li> </ul> <p>Organismes bénéficiaires ou objet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Comité de développement et de promotion du textile et de l'habillement</li> </ul> <p>Taux effectif et assiette :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 0,11 % de la valeur des articles d'habillement fabriqués en France ou importés, hors U.E. (taux maximum : 0,14 %).</li> </ul> <p>Textes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Décret n° 96-82 du 24 janvier 1996</li> <li>- Arrêté du 24 janvier 1996</li> <li>- Décret en cours de modification</li> </ul>	85.000.000	62.000.000
34	32	<p>Nature de la taxe :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Taxe perçue sur certains produits pétroliers et sur le gaz naturel</li> </ul> <p>Organismes bénéficiaires ou objet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Institut français du pétrole</li> </ul> <p>Taux effectif et assiette :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 1,92 F par hectolitre de supercarburant (taux maximum : 2,20 F)</li> <li>- 1,92 F par hectolitre d'essence (taux maximum : 2,20 F)</li> <li>- 1,92 F par hectolitre de carburacteur (taux maximum : 2,20 F)</li> <li>- 1,92 F par hectolitre de gazole et fioul assimilé (taux maximum : 2,20 F)</li> <li>- 1,10 F par hectolitre de fioul domestique (taux maximum : 2,00 F)</li> <li>- 1,17 F par quintal de fioul lourd (taux maximum : 2,00 F)</li> <li>- 1,92 F par hectolitre de pétrole lampant (carburant) (taux maximum : 2,20 F)</li> <li>- 4,84 F par quintal de mélange spécial de butane et de propane destiné à être utilisé comme carburant (taux maximum : 4,84 F)</li> <li>- 1,10 F par hectolitre de white-spirit (combustible domestique) (taux maximum : 2,00 F)</li> </ul>	1.222.000.000	1.224.000.000

P.L.F. 2000
Etat E

36	33	<p>Nature de la taxe :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Taxe à la charge des entreprises ressortissant au centre d'études et de recherches du béton manufacturé et au centre technique des tuiles et briques</li> </ul> <p>Organismes bénéficiaires ou objet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Association « Les centres techniques des matériaux et composants pour la construction »</li> </ul> <p>Taux et assiette :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Taux en vigueur : 0,35 % pour le béton (taux maximum : 0,35 %) et 0,40 % pour la terre cuite (taux maximum : 0,40 %)</li> </ul> <p>Textes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Décret n° 95-1334 du 27 décembre 1995</li> <li>- Arrêté du 27 décembre 1995</li> </ul>	60.500.000	62.000.000
38	34	<p>Nature de la taxe :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Taxe versée par les industriels et négociants de l'horlogerie, de la bijouterie, de la joaillerie et de l'orfèvrerie</li> </ul> <p>Organismes bénéficiaires ou objet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Comité professionnel de développement de l'horlogerie, de la bijouterie, de la joaillerie et de l'orfèvrerie</li> </ul> <p>Taux effectif et assiette :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 0,20 % du montant HT des opérations de vente (taux maximum : 0,3 %)</li> </ul> <p>Textes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Décret n° 96-148 du 22 février 1996</li> <li>- Arrêté du 22 décembre 1998</li> </ul>	48.000.000	50.000.000
39	35	<p>Nature de la taxe :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Taxe versée par les entreprises de la profession</li> </ul> <p>Organismes bénéficiaires ou objet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Comité de développement des industries françaises de l'ameublement</li> </ul> <p>Taux effectif et assiette :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 0,20 % du montant hors taxes des ventes, y compris à l'exportation, sauf certains produits métalliques taxés à 0,15% (taux maximum : 0,35 %).</li> </ul> <p>Textes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Décret n° 96-147 du 22 février 1996</li> <li>- Arrêté du 22 février 1996</li> <li>- Décret en cours de modification</li> </ul>	68.500.000	51.000.000
40	36	<p>Nature de la taxe :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Taxe versée par les entreprises des professions</li> </ul> <p>Organismes bénéficiaires ou objet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Comité interprofessionnel de développement des industries du cuir, de la maroquinerie et de la chaussure</li> <li>- Centre technique du cuir de la chaussure et de la maroquinerie</li> </ul> <p>Taux effectif et assiette :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 0,18 % du montant hors taxes (taux maximum : 0,18 %):</li> <li>* des ventes, exportations comprises, de cuirs et peaux finis ou semi-finis, d'articles de maroquinerie, de voyage et de chasse, d'articles divers en cuir et similaires et d'articles chaussants</li> <li>* des ventes de cuirs et peaux bruts aux utilisateurs métropolitains et à l'exportation, à l'exclusion des peaux brutes d'ovins</li> <li>- 55 % du produit de la taxe sont affectés au centre technique du cuir, de la chaussure et de la maroquinerie</li> </ul> <p>Textes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Décret n° 96-78 du 24 janvier 1996</li> <li>- Arrêté du 24 janvier 1996</li> </ul>	50.000.000	49.000.000

P.L.F.	2000
Etat E	

41	37	Nature de la taxe : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Taxe parafiscale sur certaines huiles minérales</li> </ul> Organismes bénéficiaires ou objet : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Comité professionnel de la distribution des carburants</li> </ul> Taux effectif et assiette : <ul style="list-style-type: none"> <li>- 0,115 F par hectolitre pour le supercarburant, l'essence et le gazole (taux maximum : 0,13 F)</li> </ul> Textes : <ul style="list-style-type: none"> <li>- Décret n° 97-201 du 5 mars 1997</li> <li>- Arrêté du 5 mars 1997</li> <li>- Décret en cours de modification</li> </ul>	56.000.000	59.200.000
----	----	---	------------	------------

P.L.F.	2000
Etat E	

## II. Taxes perçues dans un intérêt social

### A. Promotion culturelle et loisirs

Lignes		Description	Produit pour	Evaluation pour
1999	2000		l'année 1999 ou la campagne 1998-1999	l'année 2000 ou la campagne 1999-2000
<b>Culture et communication</b>				
43	38	Nature de la taxe : – Taxes sur les spectacles  Organismes bénéficiaires ou objet : – Association pour le soutien du théâtre privé et association pour le soutien de la chanson, des variétés et du jazz  Taux et assiette : – 3,50 % des recettes brutes des théâtres et 3,50 % des recettes brutes des spectacles de variétés  Textes : – Décret n° 95-609 du 6 mai 1995 – Arrêté du 6 mai 1995 – Décret et arrêté en cours de renouvellement	73.000.000	75.000.000
44	39	Nature de la taxe : – Redevance pour droit d'usage des appareils récepteurs de télévision  Organismes bénéficiaires ou objet : – Compte spécial du Trésor institué par l'article 33 de la loi de finances pour 1975  Taux et assiette : ♦ Redevance perçue annuellement : – en 2000 : * 479 F pour les appareils récepteurs « noir et blanc » * 751 F pour les appareils récepteurs « couleur »  Textes : – Décret n° 92-304 du 30 mars 1992 modifié – Décret n° 94-1088 du 15 décembre 1994 – Décret n° 95-1333 du 29 décembre 1995	12.996.400.000	13.602.189.600
45	40	Nature de la taxe : – Taxe sur la publicité radio-diffusée et télévisée  Organismes bénéficiaires ou objet : – Fonds de soutien à l'expression radiophonique locale  Taux et assiette : – Taxe assise sur le produit des activités des régies publicitaires  Textes : – Décret n° 92-1063 du 30 septembre 1992 – Décret n° 94-1222 du 30 décembre 1994 – Décret n° 97-1263 du 29 décembre 1997 – Arrêté du 23 juillet 1998	109.200.000	110.200.000

P.L.F. 2000
Etat E

### B. Formation professionnelle

Lignes		Description	Produit pour	Evaluation pour
1999	2000		l'année 1999 ou la campagne 1998-1999	l'année 2000 ou la campagne 1999-2000
		<b>Éducation nationale, recherche et technologie</b>		
46	41	<p>Nature de la taxe :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Taxe sur les salaires versée par les employeurs du secteur du bâtiment et des travaux publics</li> </ul> <p>Organismes bénéficiaires ou objet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Comité central de coordination de l'apprentissage du bâtiment et des travaux publics</li> </ul> <p>Taux et assiette :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- pour les entreprises dont l'effectif moyen de l'année au titre de laquelle la cotisation est due est de dix salariés ou plus : 0,16 % en règle générale et 0,08 % pour les entreprises relevant du sous-groupe 34-8 de la nomenclature des entreprises, établissements et toutes activités collectives</li> <li>- pour les entreprises dont l'effectif moyen de l'année au titre de laquelle la cotisation est due est inférieur à dix salariés : 0,30 % en règle générale et 0,10 % pour les entreprises relevant du sous-groupe 34-8 de la nomenclature des entreprises, établissements et toutes activités collectives</li> <li>- Décret n° 98-67 du 4 février 1998</li> <li>- Arrêté du 3 mars 1998</li> </ul>	246.900.000	246.900.000
47	42	<p>Nature de la taxe :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Taxe versée par les entreprises de réparation des automobiles, cycles et motocycles</li> </ul> <p>Organismes bénéficiaires ou objet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Association nationale pour la formation automobile</li> </ul> <p>Taux et assiette :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 0,75 % du montant total des salaires versés au personnel des ateliers et services de réparation</li> </ul> <p>Textes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Décret n° 98-19 du 8 janvier 1998</li> <li>- Arrêté du 8 janvier 1998</li> </ul>	101.000.000	103.000.000
		<b>Equipement, transports et logement</b>		
		<i>III. Transports</i>		
		1. Transports terrestres		
48	43	<p>Nature de la taxe :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Taxe additionnelle au droit de timbre des cartes grises des véhicules utilitaires pour le financement de la formation professionnelle dans les transports</li> </ul> <p>Organismes bénéficiaires ou objet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Association pour le développement de la formation professionnelle dans les transports (A.F.T.)</li> </ul> <p>Taux et assiette au 1er janvier 2000</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Véhicules pour le transport des marchandises dont le poids total autorisé en charge est : <ul style="list-style-type: none"> <li>* inférieur ou égal à 3,5 tonnes : 178 F</li> <li>* supérieur à 3,5 tonnes et inférieur à 6 tonnes : 731 F</li> <li>* supérieur à 6 tonnes et inférieur à 11 tonnes : 1.094 F</li> </ul> </li> <li>- Véhicules automobiles de transport de marchandises dont le poids total autorisé en charge est égal ou supérieur à 11 tonnes, tracteurs routiers et véhicules de transport en commun de personnes : 1.642 F</li> </ul> <p>Textes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Décret n° 96-139 du 21 février 1996</li> <li>- Arrêté du 5 janvier 1999</li> </ul>	302.631.000	310.000.000

P.L.F.	2000
Etat E	

P.L.F.	2000
Etat F	



**Etat F (article 52 du projet de loi)**

**Tableau des dépenses auxquelles s'appliquent des crédits évaluatifs**

P.L.F.	2000
Etat F	

**Etat F (article 52 du projet de loi)**  
**Tableau des dépenses auxquelles s'appliquent des crédits évaluatifs**

N° des chapitres	Nature des dépenses
	Tous les services
33-90	Cotisations sociales, part de l'Etat
33-91	Prestations sociales versées par l'Etat
	Agriculture et pêche
44-42	Prêts à l'agriculture. Charges de bonification
	Aménagement du territoire et environnement :
	II. Environnement
44-30	Dations en paiement en application de la loi n°95-1346 du 31 décembre 1995
	Charges communes
44-91	Encouragements à la construction immobilière. Primes à la construction
46-98	Réparation de préjudices résultant de la contamination par le virus d'immunodéficience humaine de transfusés
	Culture et communication
43-94	Dations en paiement faites en application de la loi n° 68-1251 du 31 décembre 1968
	Economie, finances et industrie :
	I. Economie, finances et industrie
42-07	Application de conventions fiscales passées entre la France et des Etats étrangers
44-97	Participation de l'Etat au service d'emprunts à caractère économique
44-98	Bonifications d'intérêt dans le domaine de l'artisanat
	Emploi et solidarité :
	I. Emploi
46-71	Fonds national de chômage
	Justice
46-12	Aide juridique
	Aviation civile
60-03	Variation des stocks
65-04	Autres charges de gestion courante
66-01	Pertes de change
68-02	Dotations aux provisions
	Journaux officiels
68-00	Dotations aux amortissements et aux provisions
	Légion d'honneur
68-00	Amortissements et provisions
	Monnaies et médailles
60-03	Variation des stocks (approvisionnements et marchandises)
68-00	Dotations aux amortissements et aux provisions
83-00	Augmentation de stocks constatée en fin de gestion
88-00	Utilisation et reprises sur provisions
	Prestations sociales agricoles
11-91	Intérêts dus
11-92	Remboursements des avances et prêts
37-94	Versement au fonds de réserve

P.L.F.	2000
Etat F	

46-01	Prestations maladie, maternité, soins aux invalides versées aux exploitants agricoles et aux membres non salariés de leur famille
46-02	Prestations invalidité versées aux exploitants agricoles et aux membres non salariés de leur famille
46-03	Allocations de remplacement versées aux conjoints des non-salariés agricoles
46-04	Prestations d'assurance veuvage versées aux non salariés du régime agricole
46-92	Prestations familiales versées aux non-salariés du régime agricole
46-96	Prestations vieillesse versées aux non-salariés du régime agricole
46-97	Contribution aux assurances sociales des étudiants et au régime d'assurance obligatoire des praticiens et auxiliaires médicaux conventionnés (art L 381-8 et L 722-4 du code de la sécurité sociale)
	Comptes d'affectation spéciale
	Compte d'emploi de la taxe parafiscale affectée au financement des organismes du secteur public de la radiodiffusion sonore et de la télévision
04	Versement au compte de commerce 'Liquidation d'établissements publics et d'organismes para-administratifs ou professionnels et liquidations diverses'
	Compte d'affectation des produits de cessions de titres, parts et droits de sociétés
01	Dotations en capital, avances d'actionnaire et autres apports aux entreprises publiques et aux établissements publics
02	Achats de titres, parts et droits de sociétés
03	Dépenses afférentes aux ventes de titres, de parts ou de droits de sociétés
04	Versements à la Caisse d'amortissement de la dette publique
05	Versements au Fonds de soutien des rentes
06	Reversements au budget général
	Comptes de prêts
	Avances du Trésor consolidées par transformation en prêts du Trésor
	Comptes d'avances du Trésor
	Avances aux départements sur le produit de la taxe différentielle sur les véhicules à moteur
	Avances aux collectivités et établissements publics, territoires, établissements et États d'outre-mer
03	Avances de l'article 34 de la loi du 31 décembre 1953 (avances spéciales sur recettes budgétaires)
04	Avances au territoire de la Nouvelle-Calédonie (Fiscalité Nickel)
	Avances sur le montant des impositions revenant aux départements, communes, établissements et divers organismes
	Avances à divers services de l'État ou organismes gérant des services publics
01	Avances aux budgets annexes
02	Avances à l'agence centrale des organismes d'intervention dans le secteur agricole au titre des besoins temporaires de préfinancement des dépenses communautaires
03	Avances aux autres établissements publics nationaux et services autonomes de l'Etat
04	Avances à des services concédés ou nationalisés ou à des sociétés d'économie mixte
05	Avances à divers organismes de caractère social

P.L.F.	2000
Etat G	



**Etat G (article 53 du projet de loi)**

**Tableau des dépenses auxquelles s'appliquent des crédits provisionnels**

P.L.F.	2000
Etat G	

**Etat G (article 53 du projet de loi)**  
**Tableau des dépenses auxquelles s'appliquent des crédits provisionnels**

N° des chapitres	Nature des dépenses
	<b>Affaires étrangères</b>
34-03	Frais de réceptions et de voyages exceptionnels
42-31	Participation de la France à des dépenses internationales (contributions obligatoires)
46-91	Frais de rapatriement
	<b>Anciens combattants</b>
46-03	Remboursements à diverses compagnies de transports
46-27	Soins médicaux gratuits et frais d'application de la loi du 31 mars 1919 et des lois subséquentes
	<b>Charges communes</b>
46-02	Secours aux victimes de sinistres et calamités
	<b>Economie, finances et industrie :</b>
	<b>I. Economie, finances et industrie</b>
31-96	Remises diverses
37-44	Dépenses domaniales
37-61	Dépenses et remboursements supportés par la France au titre de l'infrastructure pétrolière
	<b>Intérieur et décentralisation</b>
34-03	Frais de réception et de voyages exceptionnels
37-61	Dépenses relatives aux élections
41-61	Financement des partis et groupements politiques (lois n°88-227 du 11 mars 1988 et n°90-55 du 15 janvier 1990)
46-91	Secours d'extrême urgence aux victimes de calamités publiques
	<b>Justice</b>
37-23	Services pénitentiaires. Dépenses de santé des détenus
37-33	Services de la protection judiciaire de la jeunesse. Remboursement des prestations effectuées par le secteur habilité ou conventionné
37-61	Commission nationale des comptes de campagne et des financements politiques. Dépenses relatives aux élections
	<b>Outre-mer</b>
34-03	Frais de réceptions et de voyages exceptionnels
34-42	Service militaire adapté. Alimentation
46-93	Secours d'extrême urgence aux victimes de calamités publiques



P.L.F.	2000
Etat H	

**Etat H (article 54 du projet de loi)**  
**Tableau des dépenses pouvant donner lieu à reports de crédits de 1999 - 2000**

N° des chapitres	Nature des dépenses
	Tous les services
	Tous chapitres de dépenses de fonctionnement des parties 34, 35 et 37 du budget général (sauf chapitres évaluatifs), à l'exception des chapitres 37-94 et 37-95 des CHARGES COMMUNES, 37-02 de la section RECHERCHE, 37-82 de la section VILLE et 37-94 du budget JUSTICE
	<b>Budgets civils</b>
	Affaires étrangères
41-03	Promotion de Strasbourg capitale parlementaire européenne
41-43	Concours financiers
42-26	Transport et dépenses diverses au titre de l'aide alimentaire
42-29	Coopération militaire et de défense
42-31	Participation de la France à des dépenses internationales (contributions obligatoires)
42-37	Autres interventions de politique internationale
	Agriculture et pêche
44-36	Pêches maritimes et cultures marines. Subventions et apurement FEOGA
44-41	Amélioration des structures agricoles
44-43	Aide alimentaire et autres actions de coopération technique
44-53	Interventions en faveur de l'orientation et de la valorisation de la production agricole
44-55	Primes au maintien du troupeau des vaches allaitantes
44-70	Promotion et contrôle de la qualité
44-80	Amélioration du cadre de vie et aménagement de l'espace rural
44-84	Contrats territoriaux d'exploitation agricoles
46-33	Participation à la garantie contre les calamités agricoles
	Aménagement du territoire et environnement :
	<b>I. Aménagement du territoire</b>
44-10	Fonds national d'aménagement et de développement du territoire
	Anciens combattants
46-31	Indemnités et pécules
	Culture et communication
43-92	Commandes artistiques et achats d'oeuvres d'art
	Economie, finances et industrie :
	<b>I. Charges communes</b>
41-25	Plan d'urgence en faveur des lycées
44-02	Réaménagement de charges d'endettement
46-02	Secours aux victimes de sinistres et calamités
46-90	Versements à divers régimes obligatoires de sécurité sociale
46-91	Français rapatriés d'outre-mer. Moratoire des dettes, indemnisation des biens, remise des prêts de réinstallation, financement des prêts de consolidation
47-92	Contribution de l'Etat à l'amélioration des retraites des rapatriés
	<b>II. Services communs et finances</b>
42-80	Participation de la France à diverses assemblées et expositions internationales
44-42	Interventions diverses

P.L.F.	2000
Etat H	

44-84	Subventions pour l'expansion économique à l'étranger et coopération technique
44-85	Modernisation des organismes de soutien au commerce extérieur. Crédit à répartir
	<b>III. Industrie</b>
46-93	Prestations à certains retraités des mines et des industries électriques et gazières
	Emploi et solidarité :
	<b>I. Emploi</b>
43-70	Financement de la formation professionnelle
44-01	Programme "nouveaux services-nouveaux emplois"
44-70	Dispositifs d'insertion des publics en difficulté
44-77	Compensation de l'exonération des cotisations sociales
44-79	Promotion de l'emploi et adaptations économiques
	<b>II. Santé et solidarité</b>
43-32	Professions médicales et paramédicales. Formation et recyclage
46-03	Prestations sociales et actions culturelles en faveur des rapatriés
46-92	Contribution de l'Etat au financement de l'allocation aux adultes handicapés
47-16	Action interministérielle de lutte contre la toxicomanie
	<b>III. Ville</b>
46-60	Interventions en faveur de la ville et du développement social urbain
	Équipement, transports et logement :
	<b>II. Urbanisme et logement</b>
46-50	Participation de l'Etat aux fonds de solidarité pour le logement et aux fonds d'aides aux accédants en difficulté. Subventions aux associations logeant des personnes défavorisées
	<b>III. Transports</b>
	<b>2. Routes</b>
44-42	Subventions intéressant la gestion de la voirie nationale (dépenses déconcentrées)
	<b>3. Sécurité routière</b>
44-43	Sécurité et circulation routières. Actions d'incitation
	<b>IV. Mer</b>
44-34	Ports autonomes maritimes. Participation aux dépenses
45-35	Flotte de commerce. Subventions
46-37	Gens de mer et professions de la filière portuaire. Allocations compensatrices
	Intérieur et décentralisation
41-55	Dotations de compensation aux régions des pertes de recettes fiscales immobilières
41-56	Dotations générales de décentralisation
41-57	Dotations générales de décentralisation de la collectivité territoriale de Corse
	Justice
41-11	Subventions en faveur des collectivités
46-01	Subventions et interventions diverses
	Outre-mer
46-01	Actions d'insertion en faveur des bénéficiaires du revenu minimum d'insertion dans les départements d'outre-mer
	<b>Budget militaire</b>
	Défense
36-01	Subventions de fonctionnement et participation aux dépenses de fonctionnement de divers organismes
	<b>Budgets annexes</b>
	Aviation civile

P.L.F.	2000
Etat H	

60-00	Achats et services
61-01	Dépenses d'informatique et de télématique
63-00	Impôts, taxes et versements assimilés
66-00	Charges financières
	Journaux officiels
60-01	Achats
61-02	Fonctionnement informatique
	Légion d'honneur
60-00	Achats
61-02	Informatique
	Ordre de la Libération
60-00	Matériel et entretien immobilier
	Monnaies et médailles
60-01	Achats
	<b>Comptes spéciaux du Trésor</b>
	Comptes d'affectation spéciale
	Fonds national pour le développement des adductions d'eau
	Fonds forestier national
	Soutien financier de l'industrie cinématographique et de l'industrie audiovisuelle
	Fonds de secours aux victimes de sinistres et calamités
	Compte d'emploi de la taxe parafiscale affectée au financement des organismes du secteur public de la radiodiffusion sonore et de la télévision
	Fonds national du livre
	Fonds national pour le développement du sport
	Fonds national des haras et des activités hippiques
	Fonds national pour le développement de la vie associative
	Fonds pour l'aménagement de l'Ile-de-France
	Actions en faveur du développement des départements, des territoires et des collectivités territoriales d'outre-mer
	Compte d'affectation des produits de cessions de titres, parts et droits de sociétés
	Fonds d'intervention pour les aéroports et le transport aérien
	Fonds d'investissement des transports terrestres et des voies navigables
	Indemnisation au titre des créances françaises sur la Russie
	Fonds de modernisation de la presse quotidienne et assimilée d'information politique et générale
	Comptes de prêts
	Prêts du fonds de développement économique et social
	Prêts du Trésor à des Etats étrangers et à l'Agence française de développement en vue de favoriser le développement économique et social
	Prêts du Trésor à des Etats étrangers pour la consolidation de dettes envers la France
	Avances du Trésor consolidées par transformation en prêts du Trésor